

CAMPAGNE PUBLICITAIRE OU CAMPAGNE DE PRÉVENTION : UN PAS SUPPLÉMENTAIRE VERS LA MARCHANDISATION DE LA BIOLOGIE !

Des affiches créées par Biogroup, 3^{ème} groupe de laboratoire de biologie médicale en France, ont inondé au mois d'août nos abris-bus partout dans le pays, pour rappeler l'importance de la prévention en matière de santé. Naturellement, la philanthropie portée par la direction de Biogroup, dans son souci de santé pour tous, ne néglige pas la signature de sa campagne : « *Charité bien ordonnée commence par soi-même !* »

Prévenir plutôt que guérir ! Cette logique hippocratique vieille de 2500 ans, basée essentiellement sur l'hygiène de vie, devrait naturellement régir nos parcours de santé de la naissance au grand âge. Dans un monde où l'espérance de vie en bonne santé d'un ouvrier est 10 ans inférieure à celle d'un cadre, autrement dit où le déterminisme social conditionne l'état de santé de la population et se traduit dans les couches populaires par une explosion des maladies chroniques cardiovasculaires, diabète, maladies psychiques et cancer car souvent plus tardivement détectés*, proposer la prévention et le dépistage pour résoudre les maux provoqués par un système capitaliste qui dès le plus jeune âge détruit les corps et la psychologie de la majorité de la population, est bien illusoire.

Ce point étant fait, la prévention devrait néanmoins faire partie intégrante du parcours de santé de chacun, peu importe l'origine sociale et le lieu de résidence. Parce qu'elle nous concerne tous, elle doit obligatoirement s'affranchir des contraintes de la loi du marché qui exige que seul celui qui peut payer,

prétendra à une médecine de qualité. C'est dans cet esprit que la Sécurité Sociale a vu le jour à la fin de la seconde guerre mondiale.

« CHACUN COTISE SELON SES MOYENS ET REÇOIT SELON SES BESOINS. » :

Ce principe basé sur la solidarité et qui tire sa source des richesses créées par les travailleurs n'a cessé d'être battu en brèche par des politiques ultra libérales de nos gouvernements successifs.

Le désengagement de l'État qui laisse la part belle aux assurances et promeut le développement d'un réseau de sociétés privées, fait le lit d'une médecine à deux vitesses : le système public exsangue, qui ne peut plus assurer correctement les différentes missions qui lui sont afférentes et un système privé qui utilise la santé comme un bien marchand avec comme garant le bailleur de fond qu'est la Sécurité sociale !

Les bilans sans ordonnance, nouvelle source de cash pour les laboratoires, s'inscrivent dans cette logique : le patient, trop souvent laissé pour compte par un parcours de santé chaotique, sans médecin généraliste attitré, devient client pour le privé. Incité parfois très fortement par du personnel sous pression, il « choisit » lui-même son bilan : IST, bilan cardiovasculaire, fatigue, nutrition, sport, grossesse..., le paie de sa poche pour se retrouver seul face à des résultats qu'il récupère par mail.

On nous explique que le biologiste va devoir expressément rappeler et expliquer les résultats, mais son rôle de conseiller en santé a été depuis des années mis à mal par un fonctionnement



de la biologie devenu industriel et productiviste.

Les cadences de validation les ont depuis bien longtemps éloignés des patients : une INR à 8, une hyponatrémie, des blastes sur une lame, un ECBU positif pour une pyélonéphrite, les exemples sont nombreux où leur rôle d'alerte et de conseil est mis en défaut.

La prévention, ce n'est pas une carte cadeau qu'on s'offre pour se rassurer, ou pas !!! **C'est une politique publique volontariste qui prend en charge le patient de la prime enfance au grand âge, pour le protéger et protéger la collectivité.** D'après l'OMS, c'est « l'ensemble des mesures visant à éviter ou réduire le nombre et la gravité des maladies, des accidents et des handicaps ».

Elle nécessite des pôles de santé accessibles partout à travers le territoire, des professionnels au service de l'état et la possibilité de prendre en charge le patient dans sa globalité.

Elle ne peut être utilisée par de gros groupes de laboratoires privés adossés à des fonds financiers ou à des actionnaires qui au nom de la rentabilité à tout prix, cherchent de nouvelles niches de revenus.

POUR LA FNIC CGT, CAPITALISER SUR LES ACTES DE SANTÉ EST INCOMPATIBLE AVEC LE DROIT À LA SANTÉ POUR TOUS ! LA SANTÉ NE SE MONNAYE PAS. ELLE DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ DANS TOUTE SOCIÉTÉ !